



Déclaration de l'UF CGT DIRCE au CSA du 23 janvier 2025

En ces moments troubles les raisons d'inquiétude sont nombreuses. À l'internationale le rapprochement des gouvernements vers des mouvements d'extrême droite, 80 ans après la SHOAH, emmène le monde au bord d'un précipice, dont malheureusement on connaît la fin. Décomplexé de toute retenue, le comportement par exemple, de ce qui se passe aux USA en est une parfaite illustration, avec en tête un Elon Musk en roue libre, réalisant un salut nazi sous les hourras du public présent, geste qui doit être considéré comme apologie de crime contre l'humanité. Pour contrer ces fanatiques, seul la contestation et l'indignation est possible. Les tentatives pour étouffer la répression en utilisant tous les leviers à leur disposition, en contrôlant et manipulant l'info, les médias, les réseaux sociaux ne font qu'exacerber ce sentiment de crainte. Mais la France n'est pas en reste, tout est fait pour bâillonner la contestation, un sujet à l'ODJ en est un exemple, le recours abusif au maintien dans l'emploi est un outil dangereux, verrouillant la mobilisation. Pire que le bruit des bottes qui claquent, le silence des pantoufles est tout aussi dangereux !!!

Un autre sujet de l'ODJ prend une tournure particulière, le Développement Durable. Le bras d'honneur aux accords de Paris sur le climat qui vient être fait par le président Trump, renvoi le monde 20 ans en arrière. Sur des sujets aussi primordiaux, il va être compliqué Mme la directrice de mobiliser le personnel sur ces sujets, en leur demandant de ne pas se tromper de poubelle lors du tri quant à côté de ça, un pays comme les USA vont continuer de polluer en toute impunité, en revendiquant même ce droit.

Enfin deux sujets à l'ordre du jour même s'ils ne sont présentés que pour info auraient mérité d'être débattus et renvoyés pour débat au niveau ministériel. En effet des sujets comme le maintien dans l'emploi et le RRF, sujets sensibles et touchant aux libertés individuelles devraient relever de l'autorité uniquement ministérielle. Ou s'agit-il d'une demande d'un professeur foldingue ? Pour la réalisation d'essai clinique dans les DIR et ainsi sonder les réactions localement des OS sur des dossiers aussi majeurs. Ces exemples valident et justifient une nouvelle fois notre demande toute légitime d'un CSA de réseaux, afin de ne pas être des instruments utilisés par le ministère pour palier à son manque de volonté de discussion. Ces deux sujets ne verront pas d'intervention de notre part considérant comme dit précédemment être du ressort national, d'autant plus qu'ils ne sont que pour info, bien qu'il y a de nombreuses zones de mécontentement.

Les élu.e.s CGT au CSA de la DIR Centre-Est